

## Vers un « fichier positif » des crédits aux particuliers

Lors de la clôture de la Conférence nationale contre la pauvreté et l'exclusion sociale qui s'est tenue à Paris les 10 et 11 décembre 2012, le Premier ministre, Jean-Marc Ayrault, a présenté les principales mesures du plan pluriannuel contre la pauvreté parmi lesquelles : la revalorisation de 10 % d'ici à 2017 du RSA en plus de l'indexation sur l'inflation annuelle pour le ramener progressivement à son niveau d'origine, soit 50 % du SMIC, ainsi que la création d'un « fichier positif » des crédits aux particuliers. Ce fichier sera inclus dans le projet de loi sur la consommation qui sera soumis au Parlement au printemps. Il recensera l'ensemble des crédits aux particuliers et les établissements de crédit auront l'obligation de le consulter avant l'octroi d'un nouveau crédit afin de lutter contre le surendettement en évitant d'accorder des crédits supplémentaires aux personnes fragiles.

## INFORMATIONS BANCAIRES ET FINANCIERES GENERALES

### Union européenne

#### 1 – Union économique et bancaire

Au cours du Conseil européen du 13 décembre 2012, les ministres des Finances ont finalisé l'accord sur la supervision bancaire européenne relatif au mécanisme européen de résolution des crises bancaires et sur la garantie commune des dépôts, mesures qui entreront en vigueur respectivement fin 2013 et début 2014. S'agissant de la supervision bancaire, il a été convenu qu'une large partie du secteur bancaire de la zone euro restera sous le contrôle des autorités nationales et que 150 à 200 établissements passeront sous le contrôle direct de la BCE, en fonction de leur taille et de leur poids dans l'économie nationale.

#### 2 – BCE

Lors de sa réunion du 10 janvier 2013, le Conseil des gouverneurs de la Banque centrale européenne a décidé de laisser ses taux directeurs inchangés. M. Draghi, Président de la BCE a déclaré lors de sa conférence de presse que « les taux d'inflation ont diminué au cours de ces derniers mois comme prévu, et devraient rester en deçà de 2 % cette année. (...). La faiblesse de l'activité dans la zone euro devrait se prolonger sur 2013. (...). Une reprise progressive devrait s'amorcer plus tard en 2013. (...). Les risques entourant les perspectives économiques de la zone euro demeurent orientés à la baisse ». M. Draghi a également souligné qu'« afin de garantir une transmission adéquate de la politique monétaire aux conditions de financement en vigueur dans la zone euro, il est essentiel de continuer à renforcer la capacité de résistance des banques chaque fois qu'il y a lieu. (...) Des mesures décisives pour la mise en place d'un cadre financier intégré permettront d'atteindre cet objectif. Le futur mécanisme de surveillance unique (MSU) en est l'une des pierres angulaires. Il s'agit d'une avancée capitale en vue d'une reprise du processus d'intégration du système bancaire ».

M. Draghi a présenté le même jour, lors de l'inauguration de l'exposition « Le nouveau visage de l'euro », le billet de 5 euros de la série « Europe » qui sera mise en circulation à partir du 2 mai 2013. Le dossier de presse est disponible sur le site [www.iedom.fr](http://www.iedom.fr).

### Comité national SEPA

Lors de sa réunion du 14 décembre 2012, le Comité national SEPA a appelé l'ensemble des parties prenantes à intensifier leurs actions afin de respecter la date butoir du 1<sup>er</sup> février 2014 pour la fin de la migration au virement et au prélèvement européens SEPA.

### Bâle III

Le Comité de Bâle a annoncé le 14 décembre 2012 que onze juridictions membres respecteront le calendrier de mise en œuvre de Bâle III au 1<sup>er</sup> janvier 2013. Sept autres juridictions, dont les Etats-Unis et l'Union européenne, se sont engagées à finaliser leur réglementation intérieure dans les meilleurs délais. Le 7 janvier 2013, le Comité de Bâle a publié la version révisée du Ratio de liquidité à court terme adoptée par le Groupe des gouverneurs de banque centrale et des responsables du contrôle bancaire (GHOS). L'entrée en vigueur de ce ratio s'échelonnait entre le 1<sup>er</sup> janvier 2015 et le 1<sup>er</sup> janvier 2019.

Les communiqués de presse sont disponibles sur : [http://www.bis.org/press/p121214a\\_fr.pdf](http://www.bis.org/press/p121214a_fr.pdf) et [http://www.bis.org/press/p130107\\_fr.pdf](http://www.bis.org/press/p130107_fr.pdf).

### Actualité législative

**1** - La loi n° 2012-1559 du 31 décembre 2012 relative à la création de la Banque publique d'investissement et la loi organique n° 2012-1557 du 31 décembre 2012 relative à la nomination du directeur général de la société anonyme BPI-Groupe ont été publiées au JORF du 1<sup>er</sup> janvier 2013.

**2** - Le décret n° 2012-1459 du 26 décembre 2012 relatif aux accords annuels de modération de prix de produits de grande consommation en outre-mer a été publié au JORF du 27 décembre 2012.

**3** - Le décret n° 2012-1445 du 24 décembre 2012 portant relèvement de 25 % du plafond du livret A à 22 950 euros au 1<sup>er</sup> janvier 2013 a été publié au JORF du 26 décembre 2012.

**4** - Le projet de loi de séparation et de régulation des activités bancaires a été présenté en Conseil des ministres du 19 décembre 2012 et déposé le jour même à l'Assemblée nationale.

### Microcrédit

La Banque de France a organisé le 12 décembre 2012 un colloque sur « le microcrédit accompagné ». Les discussions ont porté sur : le microcrédit accompagné (nature, performance, régulation), le rôle du microcrédit accompagné dans la prévention du surendettement, les liens du microcrédit accompagné avec l'accessibilité bancaire. Le discours d'introduction du Gouverneur de la Banque de France est disponible sur : [http://www.banque-france.fr/uploads/tx\\_bdfgrandesdates/discours-CN-12-12-12.pdf](http://www.banque-france.fr/uploads/tx_bdfgrandesdates/discours-CN-12-12-12.pdf).

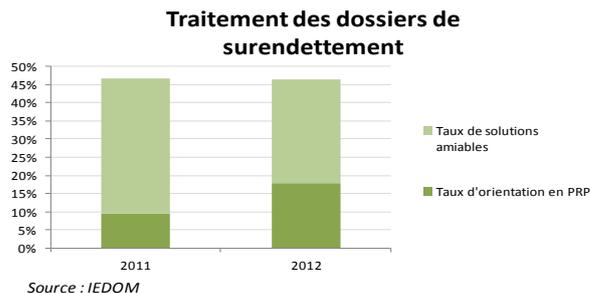
### Nomination

Mme Jeanne-Marie Prost, médiatrice nationale déléguée, a été nommée Médiatrice nationale du crédit, en remplacement de Gérard Rameix.

# ACTIVITES DE L'INSTITUT ET SUIVI DE PLACE

## Surendettement : diminution du nombre de dossiers déposés en 2012

Le nombre de dossiers de surendettement déposés en Martinique est passé de 552 en 2011 à 512 en 2012, soit un recul de 7,2%. Le taux d'orientation en procédure de rétablissement personnel a presque doublé puisque 17,6% des dossiers ont été réorientés vers une PRP en 2012 contre 9,4% en 2011. Parallèlement, le taux de solutions amiables est passé de 37,3% à 28,7%. Le taux de redépôt de dossiers a pour sa part été divisé par plus de 2 entre 2011 et 2012.



## Vulnérabilité des entreprises : augmentation du nombre de personnes morales en interdiction bancaire, mais diminution du nombre d'incidents de paiement sur effets

La hausse du nombre de personnes morales en interdiction bancaire (+6,2 % en un an à fin décembre 2012) semble indiquer une augmentation de la vulnérabilité des entreprises. Cette situation corrobore les déclarations des chefs d'entreprise constatant, à plusieurs reprises au cours des enquêtes de conjoncture économique réalisées par l'IEDOM en 2012, la dégradation de leur trésorerie. Cependant, les incidents de paiement sur effet ont quant à eux reculé tant en nombre (-8,0%) qu'en montant (-8,6 %) en 2012 par rapport à 2011.

## BREVES ECONOMIQUES ET FINANCIERES

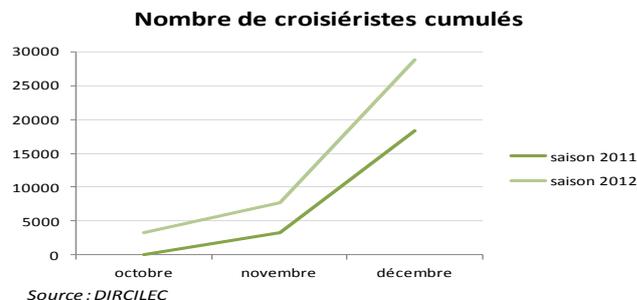
### Etude AFD-INSEE-Région Guadeloupe : « L'innovation aux Antilles »

L'étude « L'innovation aux Antilles », réalisée dans le cadre d'un partenariat AFD-INSEE-Région Guadeloupe et parue dans le numéro de décembre d'Antianéchos, montre que la moitié des entreprises de 10 à 250 salariés a innové entre 2008 et 2010 aux Antilles comme en métropole. Cependant, les entreprises antillaises se démarquent par leur propension à innover davantage au niveau de l'organisation qu'au niveau technologique. Cette situation s'explique par l'importance des coûts de l'innovation technologique, un manque de moyens financiers et une faible présence du secteur de la recherche et développement dans la région. L'article évoque également l'existence d'un système d'accompagnement à l'innovation plus développé en Martinique qu'en Guadeloupe, qui pourrait expliquer un taux d'entreprises innovantes à la Martinique légèrement supérieur. A la Martinique, l'industrie manufacturière constitue le secteur d'activité le plus innovant tandis qu'à la Guadeloupe le secteur des services intellectuels est le mieux positionné.

La publication est disponible sur le site de l'INSEE : [http://www.insee.fr/fr/themes/document.asp?reg\\_id=23&ref\\_id=19324](http://www.insee.fr/fr/themes/document.asp?reg_id=23&ref_id=19324)

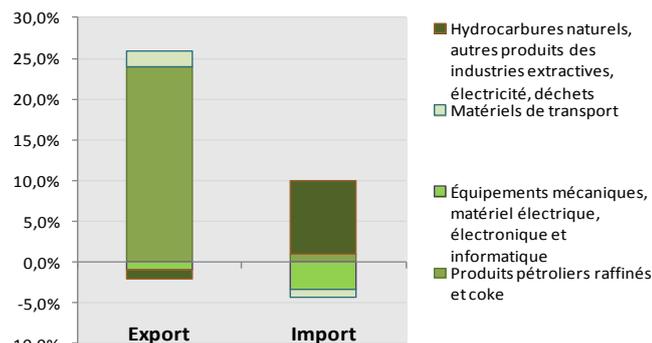
## Tourisme : début de saison encourageant pour la croisière

L'accueil de croisiéristes en Martinique connaît un début de saison encourageant avec une croissance de 57% du nombre de passagers pour la période octobre-décembre en 2012 par rapport à l'année précédente. Ce chiffre s'explique notamment par un début de saison plus précoce (la saison 2011-2012 n'ayant débuté véritablement qu'en novembre) et un nombre moyen de passagers par embarcation plus élevé. Le nombre de navires en circulation au cours de la période n'a pour sa part que faiblement contribué à cette hausse.



## Commerce extérieur : performances très liées à l'activité de la SARA

### Contribution par postes aux variations des échanges cumulés entre janvier et novembre



Source: Douanes

Le commerce extérieur était favorablement orienté fin novembre avec une croissance de 24 % des exportations totales cumulées (356,9 millions d'euros) depuis le début de l'année par rapport à 2011, les importations (2 519,1 millions d'euros) s'inscrivant en modeste hausse de 2,4 % sur la même période. La croissance des exportations comme des importations s'explique principalement par un accroissement de l'activité de la SARA dont les capacités de raffinage étaient sensiblement réduites en 2011 en raison d'arrêts techniques.

Hors produits pétroliers, les exportations martiniquaises, principalement tirées par la vente de matériels de transport, ont connu une hausse de 3,0 % par rapport à l'année précédente. Les importations ont pour leur part diminué de 5,3% principalement du fait d'une baisse importante, de 19,8 %, des importations d'équipements mécaniques, de matériel électrique, électronique et informatique.

## Visite ministérielle : déplacement du ministre délégué à la formation professionnelle et à l'apprentissage en Martinique

Thierry Repentin, ministre délégué à la formation professionnelle et à l'apprentissage, s'est rendu en Martinique du 9 au 10 janvier dernier. A cette occasion, il s'est félicité du succès des emplois d'avenir dans le secteur non marchand, soulignant le volontarisme de la Région qui finance ce dispositif aux côtés de l'Etat. Il a rappelé que, dans un contexte de chômage massif chez les jeunes, ces contrats profitent depuis novembre à une trentaine de jeunes embauchés dans quatre mairies de l'île.

## ACTUALITÉS RÉGIONALES

### Rapport CEPALC : contraction du PIB des Etats de la Caraïbe orientale

Le rapport « Preliminary overview of the economies of Latin America and the Caribbean » de la CEPALC souligne que les économies de l'Union monétaire de la Caraïbe orientale ont connu une contraction de leur PIB en 2012. Après une croissance estimée de 0,8% et des signes de reprise de l'activité en 2011, la récession pourrait atteindre -2,6% en 2012 d'après les estimations de la commission. Les performances encourageantes enregistrées au premier semestre dans les secteurs du tourisme, de l'industrie manufacturière et de l'agriculture, n'ont en effet pu compenser le déclin de la construction, du commerce de détail, de la grande distribution et des services financiers. Le document met en avant l'impact récessif des politiques de consolidation fiscale, de la crise européenne des dettes souveraines et du ralentissement économique aux Etats-Unis.

La publication est disponible en anglais sur le site de la CEPALC : <http://www.eclac.org>

### Coopération régionale : demande d'autonomisation de la représentation martiniquaise au sein de l'Association des Etats Caraïbéens (AEC)

Le 12 décembre dernier, le Ministre des Affaires étrangères, Laurent Fabius, a approuvé par courrier la démarche d'adhésion de la Martinique à l'Association des Etats de la Caraïbe en tant que membre associé, donnant ainsi suite à la demande adressée par Serge Letchimy en qualité de président de Région. En effet, la Martinique ne dispose actuellement pas d'une représentation propre au sein de cette organisation mais y participe au travers de la représentation française qui agit au nom des cinq territoires ultramarins de la région (la Martinique, la Guadeloupe, la Guyane, Saint Barthelemy et Saint Martin). Ce processus devrait aboutir à la renégociation de la convention entre la France et l'AEC signée en 1996.

## PRINCIPAUX INDICATEURS

INDICATEURS DE REFERENCE			Données brutes	Variation mensuelle	Glissement annuel
<b>Prix</b> (source : INSEE)	Indice des prix à la consommation (base 100 en 1998)	- novembre 2012	128,1	0,1 %	+1,7 %
<b>Chômage</b> (source : DIECCTE)	Nombre de demandeurs d'emploi (DEFM A)	- novembre 2012	44 259	+0,2 %	+4,1 %
<b>Allocations chômage</b> (source : Pôle emploi)	Nombre d'allocataires de Pôle emploi	- novembre 2012	22 059	+1,2 %	+7,1 %
<b>RSA</b> (source : CAF)	Nombre de bénéficiaires payés	- septembre 2012	39 393	+2,9 %	+2,6 %
<b>Commerce extérieur</b> (source : douanes)	Importations (millions d'euros)	- novembre 2012	264,9	ns	+14,1 %
	Exportations (millions d'euros)	- novembre 2012	22,2	ns	-12,4 %
	Taux de couverture mensuel		8,4 %		-2,5 pts
<b>Grande distribution</b> (source : DIECCTE)	Ch. d'affaires des hypermarchés (millions d'euros)	- octobre 2012	43,3	-0,8 %	+4,5 %
	Cumul annuel de chiffre d'affaires (millions d'euros)	- octobre 2012	439,2		+5,9 %
<b>Vulnérabilité des ménages</b> (source : IEDOM)	Personnes physiques en interdiction bancaire	- décembre 2012	17 426	-0,8 %	-0,9 %
	Retraits de cartes bancaires (flux)	- décembre 2012	369	-10,0 %	-39,8 %

INDICATEURS SECTORIELS			Données brutes	Variation mensuelle	Glissement annuel
<b>Trafic aéroportuaire</b> (source : CCIM)	Nombre de passagers (hors transit)	- septembre 2012	88 857	-49,6 %	-3,4 %
		- cumul annuel	1 227 346		-1,9 %
<b>Trafic maritime</b> (source : DD PAF)	Nombre de croisiéristes	- novembre 2012	21 066	ns	+40,0 %
		- cumul annuel	89 831	-	ns
<b>Construction</b> (source : Ciments Antillais)	Ventes de ciment (tonnes)	- novembre 2012	16 292	-2,6 %	+6,2 %
		- cumul annuel	171 797		-7,0 %
<b>Immatriculations</b> (source : AAA)	Véhicules particuliers neufs (VPN)	- décembre 2012	2049	+100,5 %	-13,1 %
	Véhicules utilitaires neufs (VUN)	- décembre 2012	283	+103,6 %	-25,9 %
	Cumul annuel (VPN et VUN, hors bus, porteurs et tracteurs)		13 409	-	-11,8 %

## Taux directeurs de la Banque centrale européenne

	taux	date d'effet
Taux d'intérêt appliqué aux opérations principales de refinancement de l'Eurosystème	0,75%	11/07/2012
Taux de la facilité de prêt marginal	1,50%	11/07/2012
Taux de la facilité de dépôt	0,00%	11/07/2012

Taux d'intérêt légal			Taux de l'épargne réglementée (depuis le 01/08/11)					
ANNEE	2012	0,71%	JO du 08/02/12	Livret A et bleu	LDD	LEP	PEL*	CEL*
ANNEE	2011	0,38%	JO du 03/02/11	2,25%	2,25%	2,75%	2,50%	1,50%

\* hors prime d'Etat

Taux moyen monétaire mensuel (Tempé moyen mensuel)				TIBEUR (Décembre 2012)			
Septembre	Octobre	Novembre	Décembre	1 mois	3 mois	6 mois	1 an
0,1003%	0,0909%	0,0786%	0,0723%	0,1110%	0,1860%	0,3240%	0,5490%

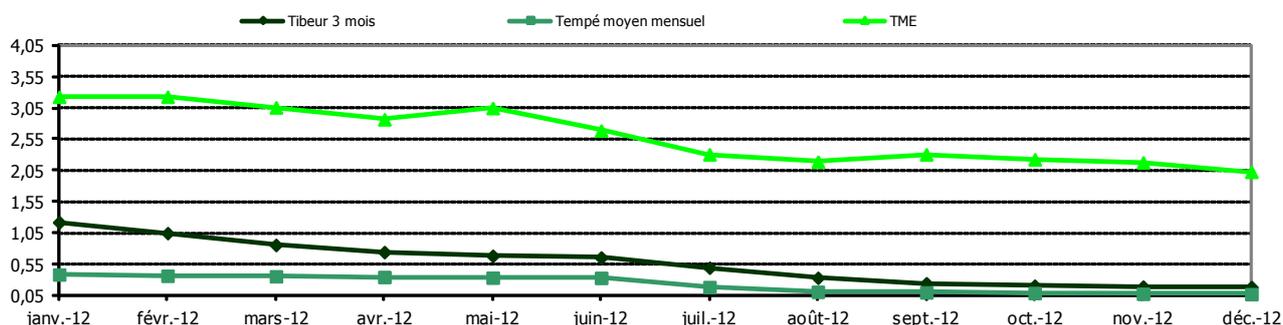
Taux moyen mensuel des emprunts d'Etat à long terme (TME)				Taux moyen mensuel des obligations d'Etat (TMO)			
Septembre	Octobre	Novembre	Décembre	Septembre	Octobre	Novembre	Décembre
2,31%	2,23%	2,18%	2,03%	2,51%	2,43%	2,38%	2,23%

### Taux de l'usure (applicable au premier trimestre 2013)

Crédits aux particuliers	Seuils de l'usure		
<b>Prêts immobiliers</b>		Découverts en compte, crédits renouvelables, financements d'achats ou de ventes à tempérament d'un montant > 6 000 € et prêts viagers hypothécaires	<b>12,19%</b>
Prêts à taux fixe	5,72%	Prêts personnels et autres prêts d'un montant > à 6 000 €	11,24%
Prêts à taux variable	5,37%	<b>Prêts aux personnes morales n'ayant pas d'activité industrielle, commerciale, artisanale, agricole ou professionnelle non commerciale</b>	<b>Seuils de l'usure</b>
Prêts-relais	5,79%	Prêts consentis en vue d'achats ou de ventes à tempérament	8,05%
<b>Autres prêts</b>		Prêts d'une durée supérieure à deux ans, à taux variable	4,01%
Prêts d'un montant < ou = à 1524 €	20,30%	Prêts d'une durée supérieure à deux ans, à taux fixe	5,61%
Découverts en compte, crédits renouvelables, financements d'achats ou de ventes à tempérament d'un montant > à 1 524 € et < ou = à 3 000 € et prêts viagers hypothécaires	19,89%	Découverts en compte (1)	13,32%
Prêts personnels et autres prêts d'un montant > à 1 524 € et < ou = à 3 000 €	18,95%	Autres prêts d'une durée initiale inférieure ou égale à deux ans	5,36%
Découverts en compte, crédits renouvelables, financements d'achats ou de ventes à tempérament d'un montant > 3 000 € et < ou = à 6 000 € et prêts viagers hypothécaires	16,49%	<b>Prêts aux personnes physiques agissant pour leurs professionnels et aux personnes morales ayant une activité industrielle, commerciale, artisanale, agricole ou professionnelle non commerciale</b>	<b>Seuils de l'usure</b>
Prêts personnels et autres prêts d'un montant > à 3 000 € et < ou = à 6 000 €	15,55%	Découverts en compte (1)	13,32%

(1) Ces taux ne comprennent pas les éventuelles commissions sur le plus fort découvert du mois

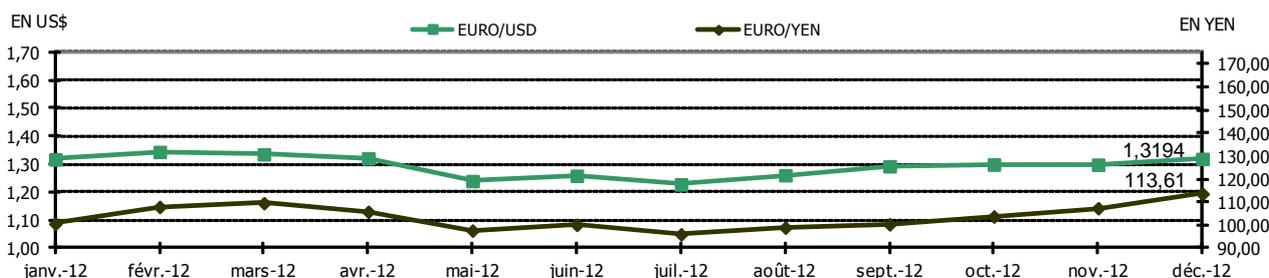
### Taux des marchés monétaires et obligataires



### Taux de change (dernier cours fin de mois)

EURO/USD (Etats-Unis)	1,3194	EURO/ZAR (Afrique du sud)	11,1727	EURO/SRD (Surinam)	4,35340
EURO/JPY (Japon)	113,6100	EURO/BWP (Botswana)	10,27020	EURO/ANG (Ant. Néerl.)	2,36140
EURO/CAD (Canada)	1,3137	EURO/SCR (Seychelles)	17,3178	EURO/DOP (Rép. Dom.)	52,6625
EURO/GBP (Grande-Bretagne)	0,81610	EURO/MUR (Maurice)	40,3017	EURO/BBD (La Barbade)	2,63840
EURO/SGD (Singapour)	1,6111	EURO/BRL (Brésil)	2,7036	EURO/TTD (Trinité et Tobago)	8,47000
EURO/HKD (Hong-Kong)	10,2260	EURO/VEF (Vénézuéla)	5,66560	EURO/XPF (COM Pacifique)	119,33170
EURO/MGA (Madagascar)	3038,1180	EURO/XCD (Dominique)	3,5618	EURO/FC (Comores)	491,96775

### Evolution de l'euro sur 12 mois (dernier cours fin de mois)



### Taux de conversion irrévocables pour les 17 pays de la zone euro

1 EURO =	40,3399 BEF	6,55957 FRF	40,3399 LUF	200,482 PTE	15,6466 EEK
	1,95583 DEM	0,787564 IEP	2,20371 NLG	5,94573 FIM	
	166,386 ESP	1936,27 ITL	13,7603 ATS	340,750 GRD	
	239,640 SIT	0,585274 CYP	0,429300 MTL	30,1260 SKK	

Directeur de la publication : N. de SEZE - Responsable de la rédaction : V.-R. NUGENT

Editeur et Imprimeur : IEDOM - 1 Bd du Général de Gaulle - CS 50512 - 97206 Fort-de-France Cedex

Achevé d'imprimer le 17 janvier 2013 - Dépôt légal : janvier 2013 - ISSN 1240 - 3822